



## États-Unis-B Brésil : sourde de rivalité régionale

Par [Raúl Zibechi](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Mondialisation.ca, 13 septembre 2005

[La Jornada \(original en espagnol\)](#) 26 août 2005

La récente tournée du secrétaire de la Défense états-unienne, Donald Rumsfeld, au Paraguay et au Pérou, semble répondre à la politique de la Maison blanche de gagner des positions stratégiques au moment où le plan Colombie [1] montre ses limites face au regain d'activité de la guérilla colombienne. Malgré les démentis, l'installation d'une puissante base militaire états-unienne est bien une possibilité à Mariscal Estigarribia (Paraguay) [2], où une piste de 3 800 mètres permet aux avions C5 Galaxy d'opérer. L'immunité concédée par le parlement paraguayen aux troupes états-uniennes et la présence dans le pays de 400 militaires de la superpuissance ont fait sonner l'alarme dans une zone particulièrement sensible : à l'instabilité en Bolivie s'ajoute la conflictuelle Triple Frontière [3], l'aquifère Guarani très convoité et le barrage stratégique d'Itaipu. Au Pérou, qui pourrait aussi concéder l'immunité aux troupes de Washington, Alan Garcia - qui en tant que président de la République (1985-1990) a pris clairement ses distances avec les Etats-Unis - pourrait l'emporter lors des prochaines élections (2006).

Parallèlement à la tournée de Rumsfeld, les 16 et 17 août, le ministre des Affaires étrangères brésilien Celso Amorim a visité la Bolivie et l'Equateur, où il a rencontré Evo Morales [4] et le président équatorien Alfredo Palacio. La Bolivie vit un processus électoral qui peut se solder par la modification du cours néolibéral en vigueur dans le pays depuis 1985. En Equateur, on assiste à un bras de fer entre les intérêts de Washington et ceux du Brésil [5] qui, en quelque sorte, résume le jeu d'échecs politique pour l'hégémonie régionale.

Si la politique de l'administration de Georges W. Bush sur le continent semble claire comme le jour, et s'affirme dans sa domination unilatérale, même au prix de déclencher des guerres et de favoriser des crises politico-militaires, le Brésil subit le virage post-11 septembre comme une remise en question de son rôle dirigeant dans la région. Depuis quelques mois, en Equateur, s'affrontent les intérêts d'une part de la compagnie pétrolière états-unienne Occidental Oil and Gas Corporation (OXY), qui a joué un rôle notable dans la mise en place du plan Colombie, et de Petrobras d'autre part. Sous le gouvernement de Lucio Gutierrez (2002-2005), le contrat d'OXY fut déclaré caduc pour avoir violé des dispositions légales, et aujourd'hui les indigènes luttent pour son expulsion. A Quito, le bi-mensuel Tintaji dénonce la pression que subit actuellement le président Palacio de la part de Washington, afin qu'il renonce à ces intentions s'il prétend signer le traité de libre échange (TLC, sigles en espagnol).

Début juillet, le gouvernement équatorien a décidé de suspendre les activités de la compagnie pétrolière nationale brésilienne Petrobras dans le Parc national Yasuni, aire

protégée où les indigènes huaronanis exigent la fin de l'exploitation pétrolière. Quelques jours après, Luiz Ignacio Lula da Silva a envoyé un message au président Palacio, manifestant sa « préoccupation » pour la suspension des activités de Petrobras. La visite d'Amorim s'inscrit dans ce contexte. Quito subit une double pression, mais, à la différence de l'administration Gutierrez, qui était favorable au Brésil, maintenant, elle semble incliner vers les intérêts des Etats-Unis.

Pour le Brésil, la sortie vers le Pacifique est un objectif vital. La visite d'Amorim a consolidé le plan pour la construction d'un aéroport dans la ville amazonienne de Tena, financé avec 70 millions de dollars par la Banque nationale de développement économique et social du Brésil ; il fait partie de l'axe Manaus-Manta [6] et constitue une pièce-clé dans la stratégie amazonienne de ce pays. Elle a en outre concrétisé la vente de trois avions de la compagnie brésilienne Embraer à la compagnie équatorienne Tame, au prix de 80 millions de dollars. Bien que cela n'ait pas été dit, on a certainement parlé de Petrobras.

Au différend sur le commerce et les ressources naturelles s'ajoute la question de la concurrence militaire. « Dans les pays frontaliers du Brésil, la présence militaire états-unienne est de plus en plus importante », assure un expert en géopolitique de l'Université de Sao Paulo (Pagina 12, 21/8/05). La nouvelle présence militaire états-unienne au Paraguay peut servir de base à une contre-offensive impériale sur la région, et plus particulièrement contre le Brésil. Au plan Colombie, le Brésil a répondu par le plan Cobra (initiales de Colombie et Brasil) pour « imperméabiliser » la frontière et protéger l'Amazonie, priorité de ses forces armées [7]. Le président du Cercle militaire, le général Luiz Gonzaga Lessa, a signalé à Brasil de Fato (23/6/05) que les forces armées, qui historiquement étaient orientées vers le sud dans l'hypothèse d'un conflit avec l'Argentine, ont été dans les dernières années réorientées vers le nord, « surtout vers la Colombie ». Maintenant, le débarquement états-unien au Paraguay ouvre un flanc dans l'arrière-cour brésilienne, la forçant à occuper deux fronts d'égale importance stratégique.

Le directeur de Tintaji, Kintto Lucas [8], assure que l'Equateur est l'une des scènes du différend entre les Etats-Unis et le Brésil, « ce qui a été mis en évidence pendant la phase précédant la chute de Lucio Gutierrez, dans son déroulement et dans son dénouement. » [9] La rivalité concerne toute la région sud-américaine et génère des situations d'instabilité dans divers pays. Pour nos peuples, il s'agit d'un défi sans précédent, dans la mesure où pour la première fois une puissance régionale a émergé, que certains - y compris au Brésil - qualifient d' « impérialiste ». Devons-nous opter pour la puissance « amie » pour combattre l'unilatéralisme ou défendre à outrance l'autonomie nationale ?

#### NOTES:

[1] Consultez le dossier « Plan Colombie / Initiative andine » (ndlr).

[2] Consultez le dossier « Militarisation » (ndlr).

[3] Frontière entre l'Argentine, le Brésil et le Paraguay (ndlr).

Lire Elsa M. Bruzzone, Bataille pour l'or bleu à la « triple frontière », RISAL, janvier 2004 et Sally Burch, Les exercices militaires « Aguila III », RISAL, septembre 2003 (ndlr).

[4] Evo Morales, leader indigène bolivien du Mouvement au socialisme (MAS). Son parti est la principale force politique du pays. Il est arrivé second aux élections présidentielles de

2002 et il est à nouveau candidat à la magistrature suprême aux élections présidentielles de décembre 2005 (ndlr).

[5] Lire Raul Zibechi, Le Venezuela en Amérique latine : au-delà du libre-échange, RISAL, août 2005 (ndlr).

[6] Manaus, ville brésilienne de la région amazonienne ; Manta, port équatorien sur l'océan pacifique (ndlr).

[7] Lire Raul Zibechi, Le nouveau militarisme en Amérique du Sud, RISAL, juin 2005 (ndlr).

[8] Articles de Kintto Lucas publiés sur RISAL : <http://risal.collectifs.net/auteur.....>

[9] Consultez le dossier « La trahison de Lucio Gutierrez » (ndlr).

Traduction : Marie-José Cloiseau, pour RISAL ([www.risal.collectifs.net](http://www.risal.collectifs.net)).

La source originale de cet article est [La Jornada \(original en espagnol\)](#)

Copyright © [Raúl Zibechi](#), [La Jornada \(original en espagnol\)](#), 2005

---

Articles Par : [Raúl Zibechi](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)